Il y a encore beaucoup de travail à faire avant d'arriver à la parité en politique, croient plusieurs intervenantes. Même si les solutions sont multiples, certaines femmes n'hésitent pas à proposer l'instauration de quotas pour les partis politiques afin d'augmenter le nombre de femmes élues à l'Assemblée nationale.

« Il y a plusieurs solutions qui pourraient être envisagées pour améliorer le nombre de femmes en politique. Mais, je me dis qu'une solution serait d'imposer des quotas», estime Rachel Chagnon, directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM (IREF) et professeure au département des sciences juridiques.

«Les partis politiques pourraient avoir l'obligation de présenter un certain nombre de femmes notamment dans des circonscriptions où la femme a une chance de gagner», dit la directrice de IREF.

Une opinion partagée par la directrice générale du Groupe femmes politique et démocratie, Esther Lapointe. « On préconise l'instauration de quotas parce que, entre autres, la progression statistique de femmes en politique n'est malheureusement pas linéaire, réalise la directrice générale. C'est beaucoup le parti politique qui doit démontrer une volonté de recruter des femmes pour se présenter. »

L'électorat n'est pas sexiste
Selon Esther Lapointe, «le Québec est mûr pour l'instauration de quotas» en politique. «L'électorat n'est pas sexiste. Les gens sont prêts et ne font pas de distinction entre le nom d'une femme ou d'un homme sur un bulletin de vote. L'enjeu se joue beaucoup plus à l'intérieur des partis politiques», dit-elle.

De son côté, la directrice de l'IREF se désole que plusieurs équipes responsables de recruter des candidats soient dirigées par des hommes. Ce qui n'aide pas à favoriser la venue des femmes en politique, dit-elle.

«Augmenter le nombre de femmes députées est le nerf de la guerre. Mais, malheureusement, les gens qui recrutent sont souvent des hommes, et convaincre une femme de se lancer en

politique demande plus de temps», dit-elle.

«Il y a également un double standard entre le recrutement d'un homme et d'une femme en politique, remarque la directrice de l'IREF. On demande aux femmes si elles sont prêtes à faire de la conciliation travail-famille avant de s'engager. Pourtant, on ne pose pas souvent cette question aux hommes. »

Convaincre les femmes

Au niveau du Conseil du statut de la femme, aucune position n'a été prise concernant les quotas. Sa présidente croit, toutefois, que le Québec «a brisé un plafond de verre et a franchi un pas symbolique avec l'élection de la première femme première ministre» lors de l'élection de 2012.

«Il est très difficile de convaincre des femmes de faire de la politique, remarque Julie Miville-Dechêne. Les femmes souvent n'aiment pas ce qui est associé à la politique. Par exemple, les attaques personnelles et la partisanerie.»

Parmi les solutions, la présidente estime qu'il faut «travailler pour revaloriser le métier de politicien». «Il faut redorer l'image de la politique et que les partis politiques prennent le temps de convaincre les femmes de se lancer», dit-elle.

L'Assemblée nationale comptait un peu plus de 30% de femmes élues avant sa dissolution mercredi.